Department of Justice Canada | Ministère de la Justice Canada

RÉPERTOIRE

DU

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Canada

JANVIER 1988

RÉPERTOIRE

DU

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

JANVIER 1988

Si vous désirez obtenir des exemplaires supplémentaires ou si vous voulez faire des remarques ou proposer des modifications, veuillez communiquer avec la :

Sous-direction de la planification intégrée
Direction de la gestion intégrée
Ministère de la Justice
Immeuble de la Justice
Pièce 220B
239, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0H8
(613) 957-4975

TABLE DES MATIÈRES

I INTRODUCTION

II CABINET DU MINISTRE

III CABINET DU SOUS-MINISTRE

IV SECTEUR DES SERVICES JURIDIQUES MINISTÉRIELS

Services juridiques ministériels

Droit commercial et immobilier
- Droit commercial et immobilier et services de consultation

Accès à l'information
- Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Droit des échanges commerciaux

Ministère des Finances

V SECTEUR DE LA SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE

Direction du droit public
- Droit constitutionnel et international
- Consultation et droit administratif
- Section du Bureau du Conseil privé
- Droits de la personne
- Droit des autochtones
- Section du Bureau des relations fédérales-provinciales

Direction de la législation
- Section de la législation
- Commission de revision des lois

Section du contentieux des affaires civiles et du droit immobilier (Québec)

Bureau régional de Montréal

VI DIRECTION DE LA POLITIQUE, DES PROGRAMMES ET DE LA RECHERCHE

Sous-direction de la politique - droit pénal et droit de la famille
Révision du droit pénal et projet sur la protection de la vie
Projet de l'observation des lois et des sanctions réglementaires
Sous-direction de la recherche et du développement
Sous-direction des programmes et de la politique

VII SECTEUR DU CONTENTIEUX
Direction du contentieux des affaires civiles
Direction du droit pénal
Direction du doit fiscal
Amirauté et droit maritime
Groupe des avocats généraux

VIII DIRECTION DE LA GESTION INTÉGRÉE

Administration du personnel
Programme des langues officielles
Communications et affaires publiques
Services financiers
Bureau de l'évaluation des programmes et de la vérification interne
Planification intégrée
Informatique
Services administratifs
Liaison et relations fédérales-provinciales
Services ministériels
Bibliothèque du ministère
Sécurité
Service de gestion des marchés de services juridiques
Bureau central des divorces
Autre

IX BUREAUX RÉGIONAUX

Halifax
Montréal
Toronto
Winnipeg
Saskatoon
Edmonton
Vancouver
Whitehorse
Yellowknife

X COMITÉS MINISTÉRIELS

Annexe: Lois dont l'application relève en tout ou en partie du ministre de la Justice

Tableau 1 Organigramme du ministère de la Justice I - 3

Tableau 2 Services juridiques ministériels IV - 4

I. INTRODUCTION

Ce répertoire donne un aperçu de la façon dont le ministère de la Justice est structuré afin de pouvoir remplir son mandat. On y présente les principaux éléments organisationnels du ministère de même qu'un résumé des principales fonctions et activités rattachées à ses différents éléments. Le répertoire indique également les personnes responsables de la gestion de ces éléments et les fonctions qu'elles occupent au sein de l'organisation.

En vertu de la Loi sur le ministère de la Justice, le ministère est chargé de fournir au ministre les services essentiels à l'accomplissement de son double mandat de ministre de la Justice et de procureur général du Canada. L'annexe dresse la liste des lois dont l'application relève en tout ou en partie du ministre.

Dans le cadre de son mandat, le ministère offre des services publics, c'est-à-dire :

- fournit au gouvernement ainsi qu'à ses ministères et organismes tous les services juridiques dont ils ont besoin, notamment en matière d'avis juridiques, de règlement des litiges et de rédaction des textes législatifs;

- voit à ce que la loi soit respectée dans l'administration des affaires de l'État;

- veille à la promotion d'un système juridique efficace et équitable pour tous les Canadiens en assumant la direction de l'élaboration, de la mise en oeuvre et de la diffusion des politiques et des programmes gouvernementaux en matière de justice.

L'organisation du ministère :

* L'Administration centrale : le cabinet du ministre; le cabinet du sous-ministre; le secteur des services juridiques ministériels; le secteur de la sous-ministre associée; la Direction de la politique, des programmes et de la recherche; le secteur du contentieux; la Direction de la gestion intégrée.

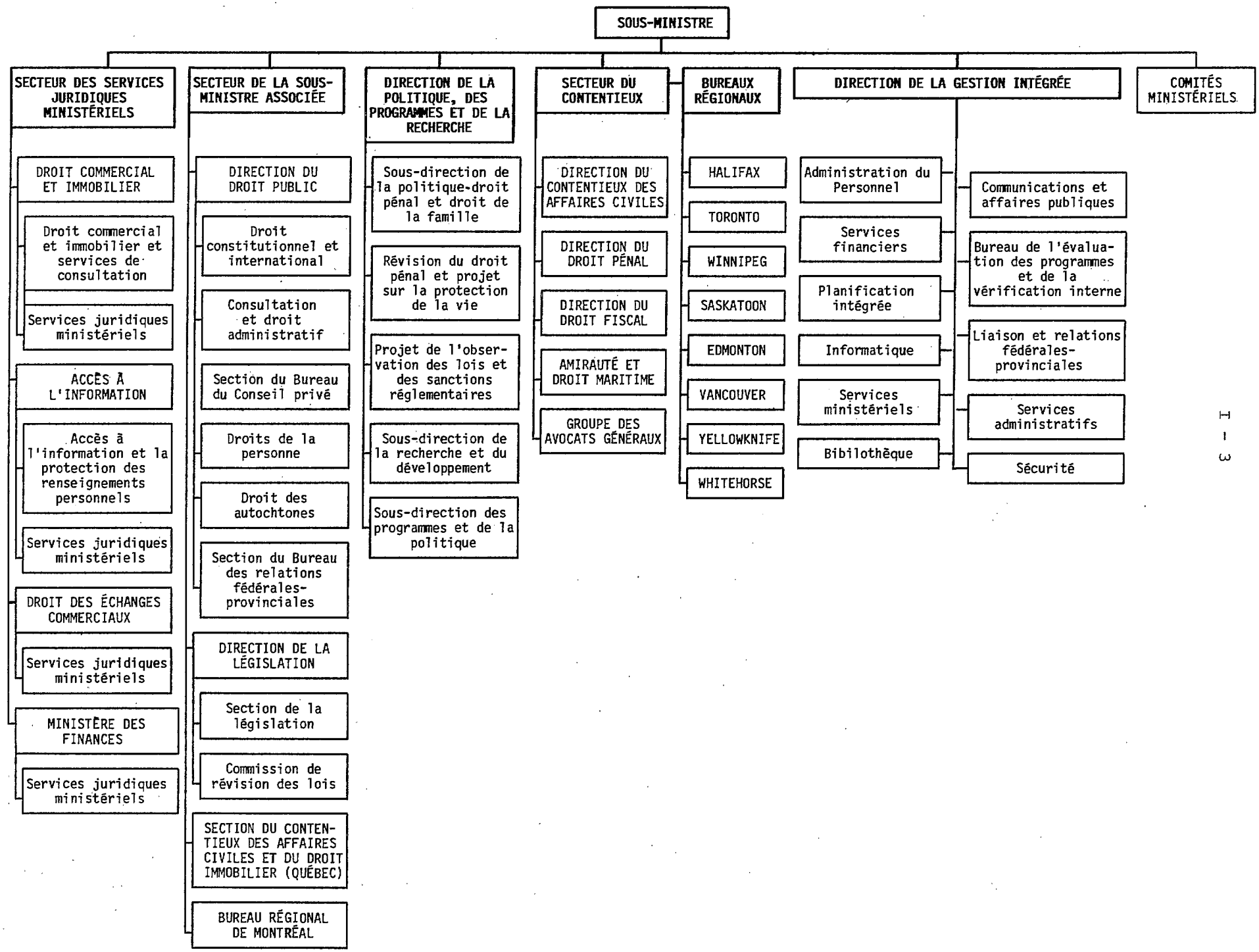
* Plus de 40 services juridiques ministériels qui, relevant du secteur des services juridiques, fournissent sur place des avis juridiques aux ministères et organismes clients.

* Neuf bureaux régionaux répartis d'un bout à l'autre du pays dont le rôle est de prolonger les services du ministère dans toutes les régions du Canada.

* Un ensemble de comités ministériels qui participent au processus décisionnel et à la coordination des activités du ministère.

L'organigramme présenté dans le tableau 1 donne un aperçu des principaux éléments du ministère. Les diverses composantes de la structure organisationnelle du ministère sont décrites dans les pages qui suivent.

TABLEAU 1. ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE



II. CABINET DU MINISTRE

Ray Hnatyshyn C.P., c.r. et député	Ministre de la Justice et procureur général du Canada	992-4621
Lois Arundel	Secrétaire particulière	992-4621
Stephen Beatty	Chef de cabinet	992-4621
Judith LaRocque	Adjointe exécutive	992-4621
Myles Kirvan	Conseiller principal	992-4621
Debra Crawford	Adjointe législative	992-4621
Blair Comber	Adjoint spécial	992-4621
Evert van Olst	Adjoint spécial	992-4621
Madeleine Asch	Attachée de presse	992-4621

III. CABINET DU SOUS-MINISTRE

Frank Iacobucci, c.r.	Sous-ministre et sous-procureur général	957-4997
Anne Boudreault	Chef de cabinet	957-4995
Mona Bresee	Adjointe administrative	957-4997
Nicole Laflèche-Marchand	Commis au contrôle des dossiers	957-4992

Le sous-ministre (qui exerce également les fonctions de sous-procureur général) est à la tête de l'organisation du ministère.

Il appartient au cabinet du sous-ministre de fournir tous les services requis par le sous-ministre dans l'exercice de ses fonctions. De concert avec tous les secteurs et directions du ministère, notamment avec la direction de la gestion intégrée, il assure la liaison entre le sous-ministre et le cabinet du ministre, les autres secteurs du ministère de la Justice ainsi que les autres ministères et les organismes fédéraux.

IV SECTEUR DES SERVICES JURIDIQUES MINISTÉRIELS

Reg Evans, c.r.	Premier sous-ministre adjoint Services juridiques ministériels Droit commercial et immobilier	957-4550
Élizabeth Perrier	Agent d'administration Droit commercial et immobilier	957-4549
Jeanne Léger	Chef du Secrétariat des services juridiques	957-4782

Le secteur des services juridiques ministériels fournit sur place un vaste éventail de services juridiques aux ministères et organismes fédéraux, ainsi que des conseils juridiques spécialisés dans les domaines du droit commercial et immobilier, du droit relatif à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels et du droit des échanges commerciaux. En outre, le secteur est responsable, sur le plan fonctionnel, des services consultatifs que fournissent les bureaux régionaux du ministère.

Le secteur est organisé comme suit.

Le premier sous-ministre adjoint chargé des Services juridiques ministériels et du Droit commercial et immobilier, est responsable de l'ensemble de la gestion, de la direction et de la coordination du secteur. Quatre gestionnaires principaux (le premier sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, Droit commercial et immobilier; le sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels et Accès à l'information; le sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, Droit des échanges commerciaux; le sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, ministère des Finances) forment l'équipe responsable de la direction, du fonctionnement et des ressources de l'ensemble du secteur. Le secrétariat des services juridiques assure le soutien administratif et général du secteur.

Services juridiques ministériels

Plus de 40 services juridiques ministériels, de taille diverse, se rattachent aux ministères et organismes federaux. Ces services juridiques se composent d'avocats du ministère de la Justice qui fournissent chaque jour sur place, et à titre permanent, des conseils d'ordre juridique aux ministères clients. Comme l'indique le tableau 2, chaque service juridique ministériel relève directement de l'un des quatre gestionnaires principaux du secteur.

Droit commercial et droit immobilier

Le premier sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, Droit commercial et immobilier, centralise les compétences

ministérielles dans le domaine du droit commercial et du droit immobilier, et en assure la direction fonctionnelle.

La **Sous-direction du droit commercial et immobilier et des services de consultation** relève du premier sous-ministre adjoint. Cette sous-direction, dont les bureaux sont situés à l'Administration centrale du ministère de la Justice, assure des services juridiques consultatifs en matière de droit commercial et de droit immobilier afin d'aider le premier sous-ministre adjoint à assumer cette responsabilité . À ce titre, elle joue un rôle important en tant que foyer de compétence et de ressources spécialisées dans ces domaines pour l'ensemble du ministère.

Jacques Gauthier	**Avocat général intérimaire**		
	Droit commercial		957-4644
Tom Marsh	**Avocat général**		
	Droit immobilier	957-4667/(604)	666-2813
Richard Lestage	**Avocat-conseil**		957-4648
Michael Richard	**Avocat-conseil**		957-4646
Werner Heiss	**Avocat-conseil**		957-4667

Comme l'indique le tableau 2, il incombe aussi au premier sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, Droit commercial et immobilier, d'assurer la gestion de plusieurs services juridiques ministériels.

<u>Accès à l'information</u>

Jean-Claude Demers, c.r.	**Sous-ministre adjoint** **Services juridiques ministériels** **Accès à l'information**	957-4626

Le sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels et Accès à l'information, assume une responsabilité fonctionnelle en matière du droit relatif à l'acces et à la protection des renseignements personnels. Sous la direction générale du sous-ministre adjoint, la **Section du droit à l'information et à la protection des renseignements personnels** s'occupe des questions de politiques juridiques dans les domaines de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et dans des domaines connexes. Il lui incombe de planifier, d'élaborer et de mettre en oeuvre les politiques juridiques dans ces domaines.

Mark Zazulak	**Avocat-conseil** **Accès à l'information et protection des renseignements personnels**	957-4628

Comme l'indique le tableau 2, le sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels et de l'Accès à l'information dirige également plusieurs services juridiques ministériels.

En outre, le sous-ministre adjoint est responsable du Programme national de l'administration de la justice dans les deux langues officielles. Le ministère collabore avec le Secrétariat d'État à l'application de ce programme dans toutes les provinces où l'utilisation des deux langues officielles devant les tribunaux est reconnue. Jusqu'à maintenant, on a mis l'accent sur la réalisation de divers outils tels que des lexiques, des vocabulaires normalisés (de la common law en français) et des formules, et sur la formation en matière de terminologie juridique française des avocats francophones ou bilingues dans les provinces et les territoires de common law.

Réjean Patry	Coordonnateur du programme national	957-4621

Droit des échanges commerciaux

Konrad von Finckenstein, c.r.	Sous-ministre adjoint Services juridiques ministériels Droit des échanges commerciaux	

Le sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, Droit des échanges commerciaux assume une responsabilité fonctionnelle en matière de droit des échanges commerciaux. Il lui appartient de fournir des services de consultation et d'orientation pour tout ce qui a trait au droit des échanges commerciaux ainsi que d'assurer une direction fonctionnelle à cet égard. Comme l'indique le tableau 2, il incombe aussi à ce sous-ministre adjoint d'assurer la gestion de plusieurs services juridiques ministériels.

Ministère des Finances

Hy Calof, c.r.	Sous-ministre adjoint Services juridiques ministériels Ministère des Finances	996-4667
Pat Scott	Adjoint administratif	996-6222

Le sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, ministère des Finances est le premier conseiller juridique du ministère des Finances, du bureau de l'Inspecteur général des banques et du département des assurances. Il gère également les services juridiques aux Finances (général et impôt) et ceux du secteur des institutions financières.

TABLEAU 2 SERVICES JURIDIQUES MINISTÉRIELS

Relèvent du premier sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, Droit commercial et immobilier :

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Gordon Davidson, c.r.	Avocat-conseil	(902) 566-8798
	Immeuble Daniel-J.-MacDonald C.P. 7700 Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 8M9	

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Nora O'Brien	Avocate-conseil	992-6299
Barrie LePitre	Avocat-conseil	992-6302
	Immeuble Lester-B.-Pearson Tour C, 7e étage 125, promenade Sussex Ottawa (Ontario) K1A 0G2	

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADA

Robert Green, c.r.	Avocat général principal	994-4141
Janice Cochrane, c.r.	Avocate-conseil	994-4142
	Les Terrasses de la Chaudière Pièce 1018 10, rue Wellington Hull (Québec) K1A 0H4	
Pierre Champagne	Avocat-conseil (Québec)	(418) 648-3909

AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Anthony P. Foster, c.r.	Avocat général	997-7859
	Place du Centre 200, promenade du Portage Hull (Québec) K1A 0G4	

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

Frank Brodie, c.r.	Avocat-conseil	956-0993
Germaine Labonté	Avocate-conseil	997-7054
Romanus Curran, c.r.	Avocat-conseil	956-1226
Douglas Sleeman	Avocat-conseil	957-0992
Jean-Marc Raymond	Avocat-conseil intérimaire	956-0994

Place du Portage
Phase III, Immeuble A-2
15e étage
11, rue Laurier
Hull (Québec)
K1A 0S5

BUREAU DE PRIVATISATION (CONSEIL DU TRÉSOR)
(comprend également le bureau de la diversification de l'économie de l'Ouest)

Douglas Lewis	Avocat général	957-3274/ 957-7305

151, rue O'Connor
4e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 1J2

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Werner Heiss	Avocat-conseil par interim	239-5331

161, avenue Laurier ouest
14e étage
Ottawa (Ontario)
K1P 6J6

CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES

John Leman	Conseiller juridique	993-0035

Immeuble M-58
Pièce S308
Chemin de Montréal
Ottawa (Ontario)
K1A 0R6

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

Jean-Pierre Cloutier	Avocat-conseil Centre de la Métropolitaine 11e étage 50, rue O'Connor Ottawa (Ontario) K1A 0S6	996-0034

DÉFENSE NATIONALE

Rolland La Prairie	Avocat-conseil 360, avenue Laurier ouest Pièce 214 Ottawa (Ontario) K1A 0K2	992-0023

DROIT COMMERCIAL ET IMMOBILIER ET SERVICES DE CONSULTATION
BUREAU RÉGIONAL DE VANCOUVER

Gerald Donegan, c.r.	Avocat général principal	(604) 666-0131
Denis de Keruzec	Avocat général	(604) 666-2812
William McClintock	Avocat-conseil	(604) 666-0117
	Bureau régional de Vancouver Royal Centre 2800-1055 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 3P9	

ENVIRONNEMENT

Louise Sabourin-Hébert, c.r.	Avocate générale Place Vincent-Massey 6e étage 351, boulevard St-Joseph Hull (Québec) K1A 0H3	953-1380

INDUSTRIE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Vello Mijal	Avocat général principal intérimaire	954-5340
Gene Trotman	Avocat-conseil	957-5354
Ton Zujdwijk	Avocat-conseil	954-5344
	235, rue Queen 2e étage est Ottawa (Ontario) K1A 0H5	

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

Marguerite Nadeau	Avocate-conseil Place Vanier, Tour B 6e étage 355, chemin River Ottawa (Ontario) K1A 0G8	993-1732

TRANSPORTS

Ron Williams, c.r.	Avocat général	990-5768
Alfred Popp, c.r.	Avocat général principal	993-4558
Ellen Fry	Avocate-conseil	990-5780
Paul Royer	Avocat-conseil	990-5789
Bernard Shaffer, c.r.	Avocat-conseil Place de Ville Tour A, 4e étage Ottawa (Ontario) K1A 0N5	990-5774

TRAVAUX PUBLICS

Robert Gaulin	Avocat-conseil	998-7748
Jean-Claude Ruelland	Avocat-conseil Immeuble Sir-Charles-Tupper Pièce D-316 Confederation Heights Ottawa (Ontario) K1A 0M2	998-4654

<u>Relèvent du sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels et Accès à l'information</u> :

CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES COMMUNICATIONS (DÉFENSE NATIONALE)

Paul Kennedy	Avocat-conseil 101, promenade Colonel By Ottawa (Ontario) K1A 0K2	991-7243

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Jocelyne Bessette-Aubry	Avocate générale L'Esplanade Laurier Tour ouest Pièce 1967 300, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1A 0M7	995-0445

COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Mario Dion	Avocat-conseil Immeuble Sir-Wilfrid-Laurier Pièce 10F7 340, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1A 0R1	995-1308 (poste 204)

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Donna McGillis	Avocate générale Immeuble de la Direction générale Pièce G-213 1200, promenade Alta Vista Ottawa (Ontario) K1A 0R2	993-0785

PÊCHES ET OCÉANS

Marla Bryant, c.r.	Avocate-conseil Tours Centennial 15e étage 200, rue Kent Ottawa (Ontario) K1A 0E6	993-0967

REVENU CANADA (IMPÔT)

Charles MacNab, c. r.	Avocat général principal	957-2358
John Bentley	Avocat-conseil	957-2367
Jane Meagher	Avocate-conseil Immeuble Metcalfe Pièce 830A 88, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1A 0L8	957-2363

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Shirley Tucker Parks c.r.	Avocate générale principale	957-3767
Faye Campbell	Avocate-conseil Immeuble Jeanne-Mance Parc Tunney Pièce 343 Ottawa (Ontario) K1A 0K9	957-3772

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Alain Bisson	Avocat général Immeuble Jules-Léger Pièces 10F1 et 10F5 15, rue Eddy Hull (Québec) K1A 0M5	994-1554

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Robert Cousineau, c.r.	Avocat général principal	952-3379
John Milligan	Avocat général	957-4780
Harvey Newman	Avocat-conseil L'Esplanade Laurier Tour ouest, 5e étage 300, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1A 0M7	952-3384

SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

à doter	Avocat général Immeuble commémoratif de l'Est Pièce 3006 284, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0H8	782-0044

SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Ted Tax	Avocat-conseil Immeuble Sir-Wilfrid-Laurier 4e étage, section 4B 340, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1A 0P9	995-2660

SOLLICITEUR GÉNÉRAL

John Sims	Avocat général principal Immeuble Sir-Wilfrid-Laurier 13e étage 340, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1A 0P8	991-2883

Relèvent du sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, Droit des échanges commerciaux

AGRICULTURE

Sherwin Lyman	Avocat général	995-4990
Moyra Nicolson	Avocate-conseil	995-9027
Yves Joly	Avocat-conseil Immeuble Sir-John-Carling Pièce E-162 930, avenue Carling Ottawa (Ontario) K1A 0C5	996-6797

BUREAU DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

Konrad von Finckenstein, c.r.	Sous-ministre adjoint Services juridiques ministériels Droit des échanges commerciaux	992-1133
Pauline Sprague, c.r.	Avocate-conseil 151, rue O'Connor 4e étage Ottawa (Ontario) K1A 1J2	992-1133

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

Jean-Paul Fortin, c.r.	Conseiller juridique Immeuble Pebb 5e étage 2197, promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0Z2	998-9490

COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Paul Barker	Avocat général Immeuble Martel 270, rue Albert Ottawa (Ontario) K1P 5S9	995-7194

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Warren Black, c.r.	Avocat général	994-2858
Michael Dixon	Avocat-conseil	994-2858
Yvonne Beaupré	Avocate-conseil	994-2858

Yves Côté	Avocat-conseil Place du Portage Phase IV, 12e étage 150, promenade du Portage Hull (Québec) K1A 0J9	994-2858

COMMUNICATIONS

Philip Palmer	Avocat-conseil	990-4401
Michel Hetu	Avocat général	990-4407
Élizabeth Gilhooly	Avocate-conseil Immeuble Journal nord Pièce 756 300, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0C8	990-1713

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

Morris Rosenberg	Avocat général principal	997-3325
Winston Fogarty	Avocat-conseil	997-3325
Ellen Beall	Avocate-conseil intérimaire Place du Portage 22e étage 50, rue Victoria Hull (Québec) K1A 0C9	997-3325

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES

William Sommerville, c.r.	Avocat général Immeuble Sir-William-Logan 20e étage 580, rue Booth Ottawa (Ontario) K1A 0E4	992-7791/ 992-0039

REVENU CANADA (DOUANES ET ACCISE)

Leslie Holland, c.r.	Avocate générale Immeuble Connaught 3e étage Avenue MacKenzie Ottawa (Ontario) K1A 0L5	954-6281

<u>Relèvent du sous-ministre adjoint - Services juridiques ministériels, ministère des Finances :</u>

FINANCES (SERVICES GÉNÉRAUX)

Tom Barton	Avocat général L'Esplanade Laurier Tour est, 21e étage 140, rue O'Connor Ottawa (Ontario) K1A 0M7	995-8724

FINANCES (DROIT FISCAL)

Marc Jewett Marc Cuerrier	Avocat général principal Avocat-conseil L'Esplanade Laurier Tour est, 17e étage 140, rue O'Connor Ottawa (Ontario) K1A 0M7	996-0941 996-4425

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Ursula Menke	Avocate-conseil Immeuble Jackson 7e étage 122, rue Bank Ottawa (Ontario) K1A 0H2	990-2194

V. SECTEUR DE LA SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE

Anne-Marie Trahan, c.r.	Sous-ministre associée	957-4660
Carole Bonhomme	Chef de cabinet	957-4681
Fred Jordan, c.r.	Avocat général principal	957-4909
Paul Morin	Chargé d'administration	957-0027

Le secteur de la sous-ministre associée comprend la Direction de la législation, la Direction du droit public, la Section du contentieux des affaires civiles et du droit immobilier (Québec) et le bureau régional de Montréal.

DIRECTION DU DROIT PUBLIC

Mary Dawson, c.r.	Sous-ministre adjointe	957-4898
Joanne Doth	Adjointe administrative	957-4901
Andy Watt	Conseiller spécial	957-4914

La Direction du droit public conseille le gouvernement sur les questions de droit et de politique dans le domaine du droit public. Elle fournit des conseils en matière de droit constitutionnel, international et administratif, dans le domaine des droits de la personne et du droit des autochtones de même que sur des questions ayant trait à la magistrature ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement de l'administration fédérale. C'est également elle qui examine les projets de règlement afin de s'assurer qu'ils sont conformes à la Loi sur les textes réglementaires.

Droit constitutionnel et international

Christiane Verdon, c.r.	Avocate générale	957-4950

La Section du droit constitutionnel et international donne au gouvernement des conseils sur diverses questions juridiques et politiques relevant du droit constitutionnel et du droit international. Elle participe à la négociation et à la rédaction des ententes fédérales-provinciales, à l'élaboration et à la mise en oeuvre de documents relatifs au droit privé et au droit public ainsi qu'aux litiges soulevant des questions de droit constitutionnel et de droit international. Elle conseille également le gouvernement sur ses obligations et ses droits en matière de droit international et sur diverses questions de droit constitutionnel. La section représente le Canada au sein des organismes internationaux qui s'occupent de l'élaboration du droit international et notamment du droit international privé.

Consultation et droit administratif

Henry Molot, c.r. **Avocat général principal** **957-4902**

La Section de consultation et de droit administratif traite de questions juridiques relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'administration fédérale. Elle est chargée de l'élaboration de projets de réforme du droit administratif, apporte son concours à d'autres secteurs du ministère dans divers domaines tels que les modifications de la Loi sur la Cour fédérale, et conseille les ministères et organismes fédéraux sur les politiques juridiques relatives aux mesures législatives projetées et à d'autres propositions. La section répond également aux demandes d'avis juridiques émanant des ministères, des organismes, des commissions et des sociétés d'État, relativement à diverses questions d'ordre administratif et juridique.

Section du Bureau du Conseil privé

Richard Thompson, c.r. **Avocat général principal** **957-0094**

Immeuble commémoratif de l'Ouest
2e étage
344, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0H8

La Section du Bureau du Conseil privé examine, conformément à la Loi sur les textes réglementaires, tous les projets de règlement afin de s'assurer qu'ils satisfont à des critères précis. Elle fournit des conseils en vue de la correction des difficultés, des ambiguïtés, des contradictions d'ordre juridique et des erreurs techniques que comportent les règlements projetés. Elle veille par ailleurs à ce que les règlements ne contreviennent pas aux dispositions de la Charte, de la Déclaration canadienne des droits et de la Convention internationale sur les droits de la personne. Elle s'occupe aussi d'examiner tous les textes réglementaires devant être publiés dans la partie II de la Gazette du Canada.

Les avocats de cette section agissent comme conseillers juridiques auprès du Bureau du Conseil privé, notamment auprès du sous-greffier du Conseil privé (arrêtés en conseil), du secrétaire associé du Cabinet (fonctionnement de l'administration fédérale) et du secrétaire adjoint du Cabinet (gestion du personnel supérieur). La section voit également à la préparation des proclamations ainsi qu'à l'établissement des commissions et autres documents établis sous le grand sceau, notamment ceux ayant pour objet de nommer les juges. De plus, elle donne à la Direction des affaires réglementaires du Conseil du Trésor des conseils sur la question de droit et de politique touchant la mise en oeuvre du plan d'action en matière de réglementation.

Droits de la personne

Martin Low, c.r.	**Avocat général principal**	954-4944
David Stephens	**Avocat-conseil**	
	Affaires judiciaires	957-4926
Clare Beckton	**Avocat-conseil**	
	Coordination des politiques	957-4949

La Section des droits de la personne donne des conseils sur les questions de droit et de politique touchant les droits de la personne, particulièrement en ce qui concerne la Charte canadienne des droits et libertés et la Loi sur les droits de la personne. Elle est aussi chargée de donner des conseils juridiques et d'élaborer des politiques en matière de langues officielles et d'affaires judiciaires. Elle conseille en outre les autorités fédérales sur les obligations du Canada en vertu des textes internationaux relatifs aux droits de la personne et répond aux plaintes déposées contre le Canada en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Droit des autochtones

Martin Freeman **Avocat général** 957-4972

La Section du droit des autochtones donne des conseils sur les questions de droit et de politique dans le domaine des affaires autochtones, notamment en ce qui concerne l'élaboration de mesures visant à accorder aux autochtones et aux Métis l'autonomie gouvernementale, et sur les litiges relatifs aux autochtones. Les spécialistes de cette section donne des conseils sur les questions constitutionnelles et internationales touchant les autochtones et effectuent des recherches sur de nombreuses questions de droit et de politique liées aux autochtones.

Section du Bureau des relations fédérales-provinciales

Fred Caron **Avocat-conseil** 957-5320

59, rue Sparks
Pièce 206
Ottawa (Ontario)

Cette section conseille le Bureau des relations fédérales-provinciales sur les questions de droit et de politique touchant particulièrement les affaires constitutionnelles et autochtones. Elle participe aux discussions avec les provinces sur la réforme constitutionnelle, aux discussions constitutionnelles avec les peuples autochtones et aux discussions tripartites sur l'autonomie gouvernementale des Métis.

DIRECTION DE LA LÉGISLATION

Peter Johnson, c.r.	**Premier conseiller législatif**	**957-0013**
à doter	**Agent d'administration**	**957-0007**

Immeuble commémoratif de l'Ouest
2e étage
344, rue Wellington
Ottawa (Ottawa)
K1A 0H8

La Direction de la législation rédige tous les projets de loi du gouvernement et les motions d'amendement de ces projets de loi. Elle est aussi chargée de la révision périodique et de la codification des lois et des règlements. Elle prépare le Tableau des lois d'intérêt public et veille à la publication des recueils annuels des lois et de la partie III de la Gazette du Canada.

La **Section de la législation** rédige tous les projets de loi du gouvernement; de plus, elle examine tous les projets de loi présentés afin de s'assurer qu'aucune disposition ne va à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés, ni de la Déclaration canadienne des droits.

Robert Bergeron, c.r.	**Avocat général**	**957-0014**
Robert DuPerron	**Chef de la Révision rédactionnelle**	**957-0005**

La **Commission de revision des lois** procède à la révision et à la codification des lois fédérales aux fins de publication, conformément à la Loi sur la revision des lois. Elle s'occupe également des bases de données relatives à tous les textes législatifs et réglementaires présentant un intérêt pour le grand public.

Mary Dawson, c.r.	**Présidente**	**957-4898**
Robert Bergeron, c.r.	**Membre**	**957-0014**
Peter Johnson, c.r.	**Membre**	**957-0013**
Lionel Levert	**Secrétaire et chargé de projet**	**957-0057**

SECTION DU CONTENTIEUX DES AFFAIRES CIVILES ET DU DROIT IMMOBILIER (QUÉBEC)

Paul Coderre, c.r. Avocat général principal 957-4655

Il appartient à cette section de régler les questions relatives au droit civil, au droit immobilier, et au droit commercial, qu'elles soient litigieuses ou non. Elle dessert toute la province de Québec, à l'exception de la région de Montréal qui relève du bureau régional.

Cela comprend toutes les questions relatives au droit public et au droit privé à l'exception des affaires pénales, des affaires fiscales et des questions liées à l'immigration. La direction de cette section est assurée par un avocat général qui relève de la sous-ministre associée du secteur.

BUREAU RÉGIONAL DE MONTRÉAL

L'avocat général principal qui dirige ce bureau relève également de la sous-ministre associée (Voir IX - 3). Cette sous-ministre associée est le conseiller principal du ministère pour le droit civil et toutes les affaires juridiques qui concernent le Québec. La sous-ministre associée est en outre particulièrement responsable de toutes les relations du ministère avec cette province et avec les groupes, associations et organismes du Québec.

VI. DIRECTION DE LA POLITIQUE, DES PROGRAMMES ET DE LA RECHERCHE

Daniel C. Préfontaine, c.r.	Sous-ministre adjoint Politique, programmes et recherche	957-4701
Joanne Goudie-Morin	Chef des Services administratifs	957-4704
Louise Paquin	Avocate	957-4695

La Direction de la politique, des programmes et de la recherche est chargée de la planification, de l'élaboration et de la mise en oeuvre, au niveau fédéral, des politiques et des travaux de recherche en matiè re juridique, ainsi que de l'administration des programmes de subventions et de contributions du ministère. Elle relève du sous-ministre adjoint chargé de la Politique, des programmes et de la recherche.

Sous-direction de la politique - droit pénal et droit de la famille

Richard Mosley Avocat général principal 957-4725

La Sous-direction de la politique droit pénal et droit de la famille définit les questions de droit et de politique liées à la justice pénale et aux affaires familiales, en fait l'analyse et donne des conseils à leur sujet.

Le premier coordonnateur de la politique en matière de justice pénale dirige des équipes de projet spécialisées qui sont chargées de trouver des réponses aux grandes questions et mesures dans le domaine de la justice pénale.
Neville Avison Premier cordonnateur de la politique en matière de justice pénale 957-4728

La Section de la politique - droit pénal élabore et met en oeuvre des politiques touchant le Code criminel et d'autres lois fédérales pénales et fournit des conseils dans ce domaine.
Daniel A. Bellemare Avocat général 957-4730

La Section de la politique - droit de la famille élabore et met en oeuvre des politiques relatives à la Loi sur le divorce et à d'autres lois fédérales concernant le droit de la famille; elle fournit des conseils dans ce domaine.
Glenn Rivard Avocat-conseil 957-4717

Révision du droit pénal et projet sur la protection de la vie

Ed Tollefson, c.r. Avocat général principal 957-4747

Le Groupe de révision du droit pénal est chargé de faire une révision en profondeur du droit pénal. Il examine toutes les propositions en matière de droit pénal, de preuve et de protection de la vie que formule la Commission de réforme du droit et fait des recommandations relativement à leur mise en oeuvre.

Projet de l'observation des lois et des sanctions réglementaires

Lyle Fairbairn Avocat général 957-4684

Ce projet vise à améliorer les mécanismes d'application des textes de réglementation, la décriminalisation des infractions, l'application du Code du citoyen en matière d'équité de la réglementation et celle des modifications corrélatives dans le cadre de la réforme du droit administratif.

Sous-direction de la recherche et du développement

Yvon Dandurand Directeur général 957-8281
Immeuble Vanier
6e et 7e étage
222, rue Nepean
Ottawa (Ontario)
K2P 0B8

Cette sous-direction est responsable des activités de recherche et de développement concernant les questions liées aux politiques et aux programmes, à l'élaboration de politiques et à leur mise en oeuvre.

La **Section de la recherche** se voit confiée des travaux de recherche visant à faciliter l'élaboration des politiques et leur mise en oeuvre par le ministère. Ces travaux comprennent les études relatives à la formulation de politiques, à l'élaboration et à la mise en oeuvre des activités de recherche réalisées dans le cadre de projets pilotes destinés à mettre à l'essai les différentes politiques, les études socio-juridiques relatives à l'élaboration de mesures législatives et les analyses devant mesurer les répercussions des mesures législatives et des politiques. Il lui appartient également de faire de la recherche expérimentale destinée à soutenir les programmes cofinancés du ministère et de déterminer l'incidence des nouvelles mesures mises de l'avant dans le cadre de ces programmes.

Dorothy Hepworth Directrice 957-3184

La **Section de la consultation et du développement** est chargée des activités d'élaboration des programmes et des projets afin de promouvoir et de réaliser les réformes du système judiciaire. Cette section administre le fonds de la réforme du droit pénal, le fonds de la consultation et du développement, le fonds de projets spéciaux en matière d'aide juridique (y compris l'aspect de la rentabilité), le fonds d'accès à l'information juridique, le fonds de contribution concernant les agressions sexuelles contre les enfants, le fonds de contribution aux services d'aide aux victimes, le fonds de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies, le fonds de projets spéciaux concernant les autochtones et le fonds d'aide à l'élaboration du programme sur les jeunes contrevenants.

Michel Vallée Directeur 957-9315

La **Section de la statistique et de l'information** fournit des services et des conseils en matière de financement au ministère et apporte une aide technique aux provinces en matière d'élaboration des systèmes d'information. Elle est également responsable de la sélection, de la collecte conjointe et de l'application des données statistiques pour répondre aux besoins en information du ministère. Il lui incombe de représenter le ministère à l'occasion de consultations statistiques et d'assurer la liaison avec Statistique Canada. La section administre le fonds d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales et le programme de contribution pour l'élaboration de systèmes d'application de la Loi sur les jeunes contrevenants.

Aaron Caplan Directeur 957-2473

La **Section de l'information juridique** voit à l'élaboration de mesures en matière d'information juridique; des composantes de vulgarisation juridique des plans de communication concernant les réformes du droit et celles d'autres mesures liées aux politiques ainsi qu'à la planification à long terme et à l'élaboration des politiques, des stratégies et des programmes du ministère en matière d'information juridique.

Vicki Schmolka Directrice 957-8307

La **Section de la planification et de la mise en oeuvre** aide à coordonner et à planifier la mise en oeuvre des principales politiques et mesures législatives.

Jim Moore Directeur 957-4341

Le **Service d'aide à l'exécution des ordonnances familiales** élabore et met en oeuvre les services administratifs nécessaires en vertu de la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales.

Margot Haug Directrice 990-8197

Sous-direction des programmes et de la politique

Don Demers Directeur général 957-4344
Immeuble Vanier
222, rue Nepean
8e étage
Ottawa (Ontario)
K2P 0B8

La Sous-direction des programmes et de la politique s'occupe de donner des conseils et d'élaborer des politiques sectorielles en ce qui concerne l'administration de la justice et la gestion des programmes comprenant des contributions du fédéral aux provinces, aux territoires ou à d'autres bénéficiaires.

La Section de l'élaboration des politiques élabore des politiques à l'échelle du ministère et du gouvernement afin de traiter les questions traitant de l'action réciproque entre l'administration de la justice pénale et les priorités en matière de politique sociale.
Jim Coflin Directeur 957-1525

La Section de l'administration et de la gestion des programmes (accès à la justice) est responsable des programmes visant à promouvoir l'accès et la participation des citoyens au processus judiciaire, notamment, l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux autochtones, l'aide aux victimes d'actes criminels, la vulgarisation et l'information juridiques.
Tom Sterritt Directeur 957-7663

La Section de l'administration et de la gestion des programmes (jeunes contrevenants) est responsable des ententes cofinancées liées à l'application de la Loi sur les jeunes contrevenants et d'autres programmes.
Andrew Lumsden Directeur 957-9765

VII. SECTEUR DU CONTENTIEUX

Douglas Rutherford, c.r.	Sous-ministre associé Contentieux	957-4888
Hélène De Melo	Adjointe administrative	957-4887
Gail Davis	Coordonnatrice de l'information	957-4767
Graham Garton, c.r.	Coordonnateur des poursuite relatives à la Charte	957-4842

Le Secteur du contentieux a comme tâche principale de représenter le procureur général du Canada dans tous les recours judiciaires intentés par les autorités fédérales ou ses mandataires ou contre eux.

En plus des avocats du ministère de la Justice qui représentent le gouvernement dans les litiges, le ministère a parfois recours, dans des circonstances particulières, à des avocats du secteur privé agissant à titre de représentants en vertu d'un mandat confié par des avocats du Secteur du contentieux.

Outre les autres services juridiques qu'ils offrent, les neuf bureaux régionaux du ministère s'occupent de toutes les poursuites qui relèvent de leur compétence. Ces bureaux régionaux, sauf celui de Montréal, rendent compte au sous-ministre associé - Contentieux. La partie IX porte sur les attributions des bureaux régionaux et en fournit la liste.

Le Secteur du contentieux est structuré de la façon suivante à l'Administration centrale :

DIRECTION DU CONTENTIEUX DES AFFAIRES CIVILES

Eric Bowie, c.r.	Sous-procureur général adjoint	957-4796
Dogan Akman	Coordonnateur des litiges relatifs aux autochtones	957-4857
à pourvoir	Avocat général Section du contentieux des affaires civiles	957-4844
Ed Sojonky, c.r.	Avocat-conseil Section du contentieux des affaires civiles	957-4871

La Direction du contentieux des affaires civiles représente le procureur général du Canada dans les poursuites civiles, à l'exception des affaires fiscales, intentées par l'administration fédérale ou contre elle. Il incombe au sous-procureur général adjoint de diriger le règlement de ces affaires litigieuses dans toutes les provinces de common law. En général, les sections contentieux civil des bureaux régionaux s'occupent des

poursuites intentées dans leur secteur de responsabilité. Les avocats de la Section du contentieux des affaires civiles (common law) ou ceux du Groupe des avocats généraux font de même dans la région de la Capitale nationale ou dans d'autres régions du pays relativement à des affaires qui, pour des raisons particulières, conviennent d'être confiées à des avocats de l'Administration centrale.

Les affaires civiles vont des affaires de contrat ou de responsabilité civile découlant des activités ordinaires du gouvernement jusqu'aux affaires de droit public portant sur des questions de constitutionnalité et de compétence et relevant de domaines spécialisés comme le droit des autochtones, l'amirauté, la propriété industrielle, la faillite, le droit commercial et le droit international.

La Direction du contentieux des affaires civiles s'occupe de toutes les étapes du procès, des mesures introductives d'instance jusqu'au pourvoi devant la Cour suprême du Canada. Les membres de la direction plaident devant les tribunaux fédéraux et provinciaux de tous les niveaux; ils sont régulièrement appelés à se présenter devant des offices, commissions et tribunaux fédéraux pour des questions liées à l'administration et à l'application des lois fédérales; ils peuvent aussi être appelés à comparaître devant des tribunaux provinciaux ou internationaux.

La direction fournit aide et conseils aux autorités fédérales sur les questions susceptibles de donner lieu à une contestation judiciaire comme la responsabilité qui pourrait découler d'une action envisagée ou la validité de mesures législatives susceptibles d'être contestées. La direction joue aussi un rôle dans l'élaboration des politiques et des mesures législatives projetées, spécialement à l'égard de points de vue soutenus par le gouvernement dans des questions relatives à la Charte.

DIRECTION DU DROIT PÉNAL

Julius Isaac, c.r.	Sous-procureur général adjoint Droit pénal	957-4756	
Lise Charbonneau	Adjointe administrative		957-4764
Bill Hobson, c.r.	Avocat général principal		954-7815
Yvan Roy	Avocat général	954-6100	
Bill Corbett, c.r.	Avocat général principal Poursuites pénales	957-4765	
Ron Fainstein, c.r.	Avocat général Poursuites pénales	957-4760	

La Direction du droit pénal assure l'exécution des obligations et des fonctions mises à la charge du procureur général du Canada en matière criminelle. Elle s'occupe de toutes les poursuites pénales pour l'ensemble du ministère.

Elle s'occupe des poursuites judiciaires relatives aux infractions prévues dans la plupart des textes fédéraux tels que ceux portant sur les stupéfiants, les aliments et drogues et l'impôt sur le revenu, ou aux complots visant à les commettre. Ce sont toutefois les procureurs généraux des provinces qui s'occupent des poursuites relatives à la plupart des infractions au Code criminel (sauf au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, où le procureur général du Canada veille aux poursuites relatives à toutes les infractions aux lois fédérales, y compris les infractions au Code criminel).

La direction examine également les demandes de clémence présentées au ministre de la Justice par les personnes reconnues coupables d'une infraction pénale ou condamnées à une peine d'emprisonnement. Relèvent aussi de la compétence de la direction toutes les questions d'extradition et de renvois, y compris la politique d'extradition et la négociation des traités portant sur ce sujet.

La direction examine les demandes de consentement à certaines poursuites selon les prescriptions du Code criminel et d'autres lois fédérales et celles ayant trait au transfert de dossiers ou d'ordonnances de probation d'une province à l'autre.

Elle se charge également des poursuites ayant trait aux criminels de guerre.

De plus, elle donne des avis sur les modifications du Code criminel et des autres lois, sur les nouvelles dispositions pénales et sur les programmes et politiques en matière de droit pénal.

DIRECTION DU DROIT FISCAL

Denis Lefebvre, c.r.	Sous-procureur général adjoint	957-4797
Ian MacGregor	Avocat général principal Section du contentieux des affaires fiscales	957-4811
Deen Olsen	Avocat-conseil Contentieux des affaires fiscales	957-4880
Gaston Jorré	Avocat-conseil Contentieux des affaires fiscales	957-4809

Le sous-procureur général adjoint - Droit fiscal assume la responsabilité de toutes les questions relatives au droit fiscal au sein du ministère. La Direction du droit fiscal, qui relève de ce sous-procureur général adjoint, doit assurer tous les services en matière de droit fiscal au nom du ministère.

La direction représente le procureur général du Canada dans tous les recours formés contre les cotisations établies en vertu des lois en matière d'impôt sur le revenu. Les avocats chargés des affaires fiscales, qui relèvent d'un avocat général principal, exercent leurs fonctions à Ottawa dans la Section du contentieux des affaires fiscales et dans cinq bureaux régionaux.

Les Services juridiques du ministère des Finances assurent des services relativement à la rédaction des lois fiscales et à des domaines connexes.

Deux autres services juridiques ministériels (Impôt et Douanes et accise) sont rattachés au ministère du Revenu et fournissent des services en matière d'administration du droit fiscal.

AMIRAUTÉ ET DROIT MARITIME

Peter Troop, c.r. Sous-procureur général adjoint 957-4666

La Direction de l'amirauté et du droit maritime prend en charge les litiges en matière d'amirauté auxquels le gouvernement fédéral est partie. Elle donne des avis juridiques spécialisés en matière de droit commercial maritime (au sujet de textes juridiques ou d'opérations) et en matière de dispositions législatives (Loi sur la marine marchande et règlements d'application); elle procède à des enquêtes relatives à des sinistres maritimes et fait des recommandations sur le choix des juges et des procureurs auprès des commissions chargées de ces enquêtes; elle donne des avis et participe aux conférences diplomatiques relatives aux conventions internationales de droit maritime.

GROUPE DES AVOCATS GÉNÉRAUX

Brad Smith, c.r.	Premier avocat général	957-4833
Duff Friesen, c.r.	Avocat général principal	957-4832
John Power, c.r.	Avocat général principal	957-4848
Ian Whitehall, c.r.	Avocat général principal	957-4801
Luther Chambers, c.r.	Avocat général	957-4803

Le Groupe des avocats généraux s'occupe des grandes affaires complexes qui exigent des avocats spécialisés. Ce groupe est composé d'avocats généraux principaux et d'avocats généraux ayant de l'expérience en matière de contentieux des affaires constitutionnelles, civiles, pénales et fiscales.

DIRECTION DE LA GESTION INTÉGRÉE

Normand LaBarre	**Sous-ministre adjoint Gestion intégrée**	996-7360
Corinne Richards	**Agent exécutif**	996-7360

La Direction de la gestion intégrée contribue à la bonne marche des activités du ministère en offrant un vaste éventail de services de soutien à l'administration à la gestion. Elle doit assurer l'élaboration des politiques ministérielles, la coordination des activités et des programmes ainsi que l'efficacité de la gestion et de l'utilisation des ressources du ministère. Il lui appartient de voir à ce que les politiques administratives et les pratiques de gestion du ministère soient conformes aux directives des organismes centraux et à la politique du gouvernement. La direction exerce en outre d'importantes fonctions juridiques dans des domaines spécialisés.

Le sous-ministre adjoint chargée de la Gestion intégrée assume la responsabilité de la direction et relève directement du sous-ministre. La direction est structurée de la façon suivante :

Administration du personnel

Rodrigue Martin	**Directeur général**	996-8670
Pearl O'Grady	**Adjointe administrative**	996-5713
	381, rue Kent 4e étage Ottawa (Ontario) K1A 0H8	

L'Administration du personnel fournit au ministère des services centralisés dans le domaine du personnel par l'intermédiaire des sections suivantes :

La **Section de la rémunération et des relations de travail** fournit aux gestionnaires, conformément aux exigences du Conseil du Trésor, des services et des conseils relatifs aux relations de travail ainsi qu'à la paye et aux avantages sociaux. Elle administre plusieurs programmes portant entre autres sur les relations de travail, l'aide aux employés et l'hygiène et la sécurité professionnelles. Elle fournit aussi de l'aide à l'égard de questions connexes telles que le règlement des griefs, le traitement des cas de discipline et des départs ainsi que l'interprétation des lois, des règlements, des politiques, des procédures et des conventions collectives.

Guy Roussel	**Directeur**	996-8364

La **Section de la classification** est chargée, conformément aux exigences du Conseil du Trésor, de l'administration du système de classification du ministère. Ses attributions comprennent l'évaluation et la classification des postes, la prestation de services de consultation et d'orientation aux gestionnaires et aux employés relativement à la classification et la liaison avec le Conseil du Trésor pour toutes les questions concernant l'évaluation des emplois et les réorganisations qui influent sur la classification des postes.

Rosemary Drefke **Chef** **996-8656**

La **Section des opérations du personnel** fournit des services centralisés de dotation en personnel. Elle guide et conseille les gestionnaires au cours des diverses étapes du processus de dotation en personnel, conformément aux principes et aux conditions établis dans la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique. Cela comprend l'embauchage, les mutations et les promotions à tous les niveaux, les stages probatoires, les nominations intérimaires, le programme des étudiants stagiaires en droit, les programmes d'emploi d'été et les régimes de rémunération provisoire. La section tient également un répertoire à jour des avocats qui cherchent des postes dans la fonction publique.

Marian Cumming **Directeur** **996-8355**

La **Section de la planification des ressources humaines**, des systèmes et du contrôle fournit aux gestionnaires des renseignements et de l'aide en ce qui concerne l'administration des programmes liés à la planification des ressources humaines et à l'action positive. Elle coordonne et administre des programmes tels que ceux qui touchent la planification de la carrière et l'orientation professionnelle, l'évaluation du rendement des employés et le perfectionnement par mutation, de détachement et d'autres programmes spéciaux. Elle participe à la préparation du plan pluriannuel des ressources humaines et de divers autres rapports statistiques et administratifs sur l'utilisation des ressources humaines. La section voit à l'élaboration et à la mise en oeuvre du plan d'action positive du ministère et administre des programmes spéciaux à l'intention des groupes cibles. Elle appuie et conseille les gestionnaires et les employés au sujet de la politique et des procédures du ministère en matière de formation et de perfectionnement, offre des programmes internes de formation et de perfectionnement, des séances d'initiation à l'intention des nouveaux employés et des cours de préparation à la retraite, et traite les formulaires de demande et d'autorisation de formation. Cette section est également responsable de la coordination du régime des primes d'encouragement du Conseil du Trésor ainsi que du contrôle des activités du personnel.

Suzanne Rho **Directeur** **996-8659**

Programme des langues officielles

Alexandre Taschereau	**Directeur**	**990-6486**
Nicole Norris	**Chef des Politiques et de l'évaluation**	**990-3292**

381, rue Kent
2e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0H8

Cette section fournit des services liés à l'élaboration et à la mise en oeuvre du plan des langues officielles du ministère, à l'établissement du profil linguistique des postes, à la formation linguistique et à l'évaluation des connaissances linguistiques ainsi qu'à la communication de toutes les informations pertinentes au Conseil du Trésor. Elle voit aussi à ce que la politique et les pratiques du ministère dans le domaine des langues officielles soient conformes aux directives et aux exigences gouvernementales. Cette section assume la responsabilité de la coordination de la traduction au ministère.

Jacqueline Bard	**Formation et évaluation**	**990-1551**
Roger Comeau	**Système d'information sur les langues officielles**	**990-1709**
Jacques Monniaux	**Chef de la formation linguistique et de l'évaluation**	**991-0624**

Sous-direction des communications et des affaires publiques

Yvan-Paul Roy	**Directeur général**	**957-4221**
Henri Mauviel	**Conseiller principal**	**957-4215**

La Sous-direction des communications et des affaires publiques est chargée de la planification, de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques, des projets et des activités en matière de communication dans le cadre des programmes du ministère.

La **Division des programmes de communication** est responsable de la planification des communications du ministère. Elle prépare les plans de communication annexés aux mémoires au Cabinet présentés par le ministère ou le gouvernement et élabore le plan de communication annuel et les stratégies s'inscrivant dans le cadre de mesures spéciales. La division procède à des analyses des média et des analyses environnementales. Elle assure également la liaison avec les organismes centraux et d'autres ministères relativement aux activités de communication du ministère de la Justice.

Dawn Nicholson-O'Brien	**Chef**	**957-4217**

La **Division des communications ministérielles et extérieures** élabore et met en oeuvre les activités de communication du ministère qui s'adressent aux médias et à la population. Elle offre un service quotidien de coupures de presse et participe aux programmes de vulgarisation et d'information juridiques. Elle assure également la liaison avec le cabinet du ministre et les bureaux régionaux du ministère en matière de communication.

Wendy Sailman	Chef	957-4211

La **Division de l'édition et des communications intégrées** dirige et coordonne les travaux d'édition du ministère. Elle est chargée de la publication et de la distribution d'un vaste éventail de documents qui émanent du ministère, dont Inter Pares, le journal interne. Cette division assume également la responsabilité des communications intégrées, ce qui comprend la rédaction de différents documents, tels que le rapport annuel.

Marie-Claire Wallace	Chef	957-4204

<u>Services financiers</u>

Denys Le Moullec	Directeur	957-4577

Les Services financiers conseillent régulièrement la haute direction et d'autres centres de responsabilité en matière de gestion et d'affectation des ressources de manière à ce que leur utilisation tienne compte des priorités du ministère et du gouvernement. Ils participent à la plupart des activités de planification, de programmation et de budgétisation et fournissent des conseils sur les répercussions que peuvent entraîner les projets et les programmes proposé s sur les ressources et les politiques. Il leur incombe de consolider le plan opérationnel pluriannuel, de préparer le Budget des dépenses principal et le Budget des dépenses supplémentaires ainsi que de répartir et de contrôler les budgets. De plus, les Services financiers assument la responsabilité de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques et des systèmes financiers, de la comptabilisation et du contrôle des ressources financières, de la vérification des contributions et de la prestation de services consultatifs d'ordre financier.

John Hilchie	Chef des Services de la comptabilité	957-4652
Monique Gagnon	Surveillante Voyages, déménagements et décaissements	957-4573
Ron Giroux	Chef de la Planification financière	957-4579
Helen Moore	Chef des Systèmes et méthodes	957-4581
Diane Platt	Chef de la Vérification des contributions et des subventions	957-4554
Roger Cadieux	Surveillant du Recouvrement des frais de contentieux	957-4584

Bureau de l'évaluation des programmes et de la vérification interne

Robert Wilson **Directeur général** **993-5108**

La Promenade
151, rue Sparks
Pièce 405
Ottawa (Ontario)
K1A 0H8

Le Bureau de l'évaluation des programmes et de la vérification interne procède à des analyses périodiques des activités, des programmes, des mécanismes de contrôles, des politiques et des services du ministère au nom du sous-ministre, et conformément aux politiques fédérales en vigueur. Pour ce faire, il élabore et met en oeuvre un plan d'action quinquennal.

L'Évaluation des programmes évalue les services ministériels, les programmes de subventions du ministère ainsi que les nouvelles lois et les modifications aux lois en vigueur.

Patrica Brantingham **Directrice** **993-5003**

La **Vérification interne** analyse les activités du ministère pour déterminer si les systèmes, les méthodes, les processus et les contrôles sont adéquats; pour s'assurer que les sources d'information qui servent de référence dans le processus décisionnel sont fiables; pour évaluer dans quelle mesure les fonds publics et l'actif sont protégés, et dans quelle mesure les objectifs du législateur, des organismes centraux et du ministère sont respectés.

Steve Samuels **Directeur** **993-5003**

Sous-direction de la planification intégrée

Gary Webster **Directeur général** **957-4975**

La Sous-direction de la planification intégrée élabore et met en oeuvre les processus de planification au ministère relativement à la planification de la stratégie et à la planification du budget et de la charge de travail. Elle participe à la préparation de documents ministériels tels que l'énoncé de la mission et du mandat, les analyses contextuelles et les plans stratégiques; supervise l'élaboration de plans ministériels tels que le plan opérationnel pluriannuel, le plan de dépenses (partie III du Budget des dépenses) et le plan des ressources humaines pluriannuel. Il lui appartient également de coordonner l'élaboration des présentations au Conseil du Trésor et de participer à ces travaux.

Cette sous-direction traite des questions et des problèmes liés à la gestion du ministère et assure des services de consultation et de soutien aux gestionnaires en matière de pratiques de gestion et d'organisation. En outre, elle assure la liaison avec les organismes centraux et les ministères et organismes du gouvernement relativement aux questions de gestion et de planification qui touchent le ministère.

Paul Beaulieu	Agent	957-4973
Elaine Jackson	Agent	954-2801
Mike Halko	Agent	954-2429
Bev Greene	Agent	990-9133

Sous-direction de l'informatique

Walter Cholowski	Directeur	957-9772
Pauline Johns	Agent d'administration	957-4486

La Sous-direction de l'informatique est chargée de la planification, de l'organisation, de la mise en oeuvre et du suivi des projets destinés à répondre aux besoins en information des utilisateurs et à appuyer le Ministère dans ses efforts en matière d'automatisation. Elle fournit également aux gestionnaires des conseils techniques et des services de consultation sur l'utilisation efficace de la technologie et sur l'élaboration de systèmes; de plus, elle offre de la formation et des services de soutien à tous les utilisateurs de systèmes d'information et d'ordinateurs.

Armin Braslins	Chef de la Planification	957-9774
Mark Gingerich	Chef du Développement des systèmes	957-4522
Tony Hage	Chef du Soutien technique	957-4523

Services administratifs

Marc Gervais	Directeur exécutif Politiques et services administratifs	957-4622
Sandi Link	Directrice	957-4485
Pauline Johns	Agent d'administration	957-4486

Cette sous-direction fournit au ministère toute une gamme de services de soutien administratif communs dans les domaine de l'adjudication de marchés de services, de la gestion du matériel, de la gestion des documents; du courrier, de la conception des formulaires et de la gestion des locaux et des télécommunications.

Michel Gagnon	Chef des Contrats et gestion du matériel	957-4590
Bill Carew	Chef de la Gestion des documents	957-4506
John Beveridge	Chef de la Gestion des locaux et des télécommunications	957-4496

Sous-direction de la liaison et des relations fédérales-provinciales

Marcel Laniel **Directeur** **993-7310**

La Sous-direction de la liaison et des relations fédérales-provinciales offre des services de coordination et de soutien au ministère dans ses rapports avec les groupes extérieurs et les gouvernements provinciaux ainsi qu'aux comités du ministère. Elle est chargée des questions qui concernent l'organisation interne. Cette sous-direction offre également des services de soutien direct au Comité exécutif, au Comité de gestion et à d'autres comités du ministère.

La **Section de la liaison** coordonne et dirige les relations du ministère avec les associations et les organismes nationaux et internationaux dans le domaine de la justice.
Serge Lortie **Chef** **993-4540**

La **Section du secrétariat et des relations fédérales-provinciales** élabore et met en oeuvre les politiques et les procédures ministérielles en matière de relations fédérales-provinciales; elle dirige, coordonne et supervise l'ensemble des relations des représentants du ministère avec les fonctionnaires provinciaux et territoriaux, ainsi que les réunions des ministres et des sous-ministres.
Sheila Arthurs **Chef** **954-4825**

Sous-direction des services ministériels

Paul Lordon, c.r. **Avocat général** **990-1441**

La Sous-direction des services ministériels fournit des services juridiques, des services d'élaboration de politiques et des services de soutien au ministre, au sous-ministre et aux fonctionnaires du ministère.

Le Service des relations avec le Cabinet offre des services de soutien à la haute direction du ministère qui viennent compléter ceux qui sont assurés par le Service d'information du ministre et de gestion des affaires parlementaires. Il voit à la rédaction et à la distribution de différents documents d'information, tels que les documents de synthèse à l'intention du sous-ministre et du ministre en vue des réunions du Cabinet ou des comités du Cabinet; participe à l'élaboration des mémoires au Cabinet soumis par le ministère; assure la liaison avec le Bureau du Conseil privé et avec d'autres ministères pour que les questions qui intéressent le ministère soient abordées par le Cabinet ou les comités du Cabinet.
Suzanne Poirier **Conseillère juridique** **952-7335**
Deborah MacNair **Conseillère juridique** **952-7337**

Le Service d'information du ministre et de gestion des affaires parlementaires rédige et rassemble les documents dont le ministre et le sous-ministre pourraient avoir besoin à l'occasion de réunions, de conférences et d'autres événements. Il fournit également des services de soutien et des conseils en matière d'élaboration de politiques au ministre dans le cadre des activités parlementaires telles que la période des questions et les commissions parlementaires. Il lui incombe également de rédiger les discours du ministre et du sous-ministre.

Mark Berlin	**Conseiller juridique**	995-0650

Depuis l'inscription au registre du courrier jusqu'à la présentation finale pour signature, **l'Unité de la correspondance ministérielle** se charge de toute la correspondance du ministre et de celle du personnel du cabinet du ministre, c'est-à-dire qu'elle voit à la rédaction de projets de réponse par les fonctionnaires du ministère, assure la révision des textes et la rédaction des lettres courantes. De concert avec les fonctionnaires du ministère, elle voit également à l'élaboration de réponses relatives à des questions d'intérêt et à la mise à jour de ces documents.

Denise Meloche	**Coordonnatrice**	993-7684

Le **Bureau de l'accès à l'information et des renseignements personnels** traite toutes les demandes reçues par le ministère conformément à la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels. Il offre des conseils sur l'interprétation de ces lois relativement à leur incidence sur le ministère, voit à ce que le ministère respecte les lois dans ce domaine et conserve les dossiers connexes, à la demande des organismes centraux.

John Vaissi Nagy	**Conseiller juridique**	992-6404

Bibliothèque du ministère

Sue Jackson	**Directrice**	957-4611

La Bibliothèque offre un service d'information complet conçu pour répondre aux besoins spéciaux du ministère. Outre les méthodes de recherche juridique classiques, elle offre à ses utilisateurs la possibilité de consulter un vaste éventail de systèmes documentaires informatisés, y compris celui du Service de recherches juridiques, qui renferme les opinions juridiques du ministère et les textes jurisprudentiels.

Mireille McCullough	**Chef de la Consultation et des services aux usagers**	957-4595
Edite Abols	**Chef du Catalogage**	957-4605
Adèle Fournier	**Chef des Acquisitions et des publications en série**	957-4600

Marie Bourry	Conseillère juridique Service de recherches juridiques	957-4594
Elaine Ménard	Conseillère juridique Service de recherches juridiques	957-4592

Sécurité

Philippe Aubry	Directeur	957-4540
André Chartrand	Directeur adjoint	957-0080

Les Services de sécurité sont chargés de la mise en oeuvre du programme de sécurité intégré du ministère (c'est-à-dire de la sécurité des employés, des biens, des bureaux et des renseignements, et de la sensibilisation du personnel à cet égard), conformément aux politiques et aux normes du gouvernement fédéral en matière de sécurité. Ils représentent le ministère aux comités interministériels chargés de planifier les mesures nationales d'urgence.

Service de gestion des marchés de services juridiques

Anne Brennan Chef 957-4529

Le Service de gestion des marchés de services juridiques fait fonction d'organisme central afin d'assurer la cohérence des politiques et des procédures en matière d'adjudication des marchés de services juridiques au ministère. À cette fin, il fait approuver par le ministre la nomination des représentants; taxe tous les comptes présentés par les représentants chargés des poursuites pénales; fournit au cabinet du ministre, aux fonctionnaires du ministère, aux ministères clients et aux corps policiers des comptes rendus détaillés sur les activités des représentants du procureur général.

Bureau central des divorces

Connie Perrin Greffier 957-4518

Ce bureau règle les problèmes relatifs aux conflits de compétence qui surviennent en vertu de la Loi sur le divorce. Essentiellement, il est chargé de la réception, de l'introduction et du traitement des données concernant l'enregistrement des requêtes en divorce transmises par les greffes des tribunaux de divorce; de la réception des données traitées qui sont présentées sous forme de rapport; de la communication des résultats du traitement aux tribunaux sous forme de certificats de mise à jour ou de lettres lorsque cela s'avère nécessaire.

<u>Autre</u>

Les services de soutien suivants sont également à la disposition du ministère :

- **Service d'impression**
  Approvisionnements et Services
  Immeuble de la Justice
  Pièce 4 — 996-5899

- **Infirmerie**
  235, rue Queen
  Pièce 308E — 993-7671

- **Service de traduction** Secrétariat d'État
  122, rue Bank
  Pièce 840 — 993-4080

IX. BUREAUX RÉGIONAUX

Les bureaux régionaux, qui sont situés dans neuf villes à travers le pays, jouent un rôle crucial dans le fonctionnement quotidien du ministère de la Justice et lui permettent d'être véritablement une organisation nationale qui offre ses services dans toutes les régions du Canada.

Ces bureaux se chargent de la poursuite d'affaires litigieuses de tout genre au nom du procureur général du Canada. De fait, nombre des affaires pénales, civiles et fiscales du ministère leur sont confiées.

En outre, les bureaux régionaux fournissent des avis juridiques aux bureaux régionaux des ministères et des organismes fédéraux.

La majorité des bureaux régionaux sont divisés en sections, chacune étant spécialisée dans un des domaines suivants : droit civil, droit pénal, droit fiscal, droit commercial et droit immobilier.

Le sous-ministre associé chargé du Contentieux est responsable de la gestion de tous les bureaux régionaux, sauf de celui de Montréal qui relève de la sous-ministre associée.

HALIFAX

Jim Bissell	**Avocat général**	**426-7592**
Robert Anderson	Avocat général	426-8204
Contentieux des affaires civiles		
Allison Pringle	Avocate-conseil	426-7594
Poursuites pénales		
Conseillers juridiques		426-8177
Contentieux des affaires fiscales		426-3968
Administration		
Evelyn Brushett	Chef de bureau	426-3261

Royal Bank Building
4e étage
5161 George Street
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 1M7
Code régional : 902

Le bureau régional de Halifax fournit des services juridiques aux ministères et aux organismes fédéraux des quatre provinces maritimes. Avec le concours d'un réseau de représentants, il s'occupe du contentieux des affaires civiles, immobilières et fiscales ainsi que des poursuites pénales.

MONTRÉAL

Jacques Letellier, c.r.	**Avocat général principal**	**283-4972**
Gaspard Côté, c.r.	Avocat général principal (Contentieux)	283-4975
Jacques Ouellet, c.r.	Avocat général principal (Contentieux)	283-4975
Contentieux des affaires civiles		
Annie Côté, c.r.	Avocate générale	283-4977
Michel Duchesne, c.r.	Avocat-conseil	283-4040
Claude Joyal	Avocat-conseil	283-7215
Poursuites pénales		
Paul Fortugno, c.r.	Avocat général	283-7176
Claude Bélanger, c.r.	Avocat-conseil	283-5196
Jacques Malboeuf	Avocat-conseil	283-3663
Pierre Loiselle	Avocat-conseil	283-4038
Contentieux des affaires fiscales		
Roger Roy	Avocat général	283-4932
Administration		
Yvon Bellefeuille	Administrateur	283-4978

Complexe Guy-Favreau
Tour est
9e étage
200, boul. Dorchester
Montréal (Québec)
H2Z 1X4
Indicatif régional 514

Les activités du bureau régional de Montréal s'étendent à l'ensemble des districts judiciaires relevant de la Cour d'appel de Montréal. Le bureau s'occupe de la conduite des poursuites pénales, agit en demande ou en défense dans les affaires civiles auxquelles la Couronne est partie et représente le ministre du Revenu national dans les litiges fiscaux mettant en cause des contribuables québécois. Il fournit également des conseils juridiques aux services fédéraux au Québec.

Contrairement aux autres bureaux régionaux, qui relèvent du sous-ministre associé chargé du Contentieux, le bureau régional de Montréal relève de la sous-ministre associée.

TORONTO

Ted Thompson	**Avocat général principal**	**973-3102**
Bill Hobson, c.r.	Avocat général principal	973-2271
Chris Amerasinghe, c.r.	Avocat général	973-3688
Gerry McCracken, c.r.	Avocat général	973-3054
Contentieux des affaires civiles		
David Sgayias	Avocat général	973-3309
Roselyn Levine	Avocat-conseil	973-9201
Tom James	Avocat-conseil	973-3109
Marlene Thomas	Avocat-conseil	993-3182
Poursuites pénales		
Michael Dambrot, c.r.	Avocat général	973-3103
Ari Coomaraswamy, c.r.	Avocat-conseil	973-3104
Robert Hubbard	Avocat-conseil	973-9042
Harvey Frankel, c.r.	Avocat-conseil	973-9823
Elaine Kirvel, c.r.	Avocat-conseil	973-3039
John Kromkamp, c.r.	Avocat-conseil	973-9079
Rod Flaherty	Avocat-conseil	973-3037
Section de consultation, droit commercial et droit immobilier		
Peter Vita, c.r.	Avocat général	973-3451
Contentieux des affaires fiscales		
Paul Malette	Avocat général	973-3105
Jagnoghan Gill	Avocat-conseil	973-3318
Administration		
Elizabeth Pennock	Administratrice régionale	973-9242

1, rue Front ouest
5e étage
Toronto (Ontario)
M5J 1A5
Code régional : 416

Le bureau régional de Toronto s'occupent des questions juridiques intéressant le gouvernement fédéral dans le sud-ouest de l'Ontario. Il se charge notamment des poursuites pénales intentées en vertu des lois fédérales autres que le Code criminel, des litiges d'ordre fiscal ou civil, des questions de faillite, d'insolvabilité, de droit commercial et de droit immobilier. Il donne aussi des consultations et des conseils d'ordre juridique aux services fédéraux de cette région.

WINNIPEG

David Frayer, c.r.	**Avocat général**	983-2252
Contentieux des affaires civiles		
Conseillers juridiques		983-4589
Poursuites pénales		
Peter Kremer	Avocat-conseil	983-4164
Droit immobilier et droit commercial		
Colin Morrison	Conseiller juridique	983-2532
Administration		
Linda Hayes	Chef de bureau	983-2433

301 Centennial House
310 Broadway Avenue
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0S6
Code régional : 204

Le bureau régional de Winnipeg représente le procureur général du Canada au Manitoba et fait appel à des avocats du secteur privé dans certaines circonstances. En outre, il supervise le travail des représentants du nord-ouest de l'Ontario.

SASKATOON

Pat MacLean, c.r.	**Avocat général**	**975-4761**
Contentieux des affaires civiles		
Conseillers juridiques		975-5886
Poursuites pénales		
Horst Dahlem	Chef	975-4762
Droit immobilier et droit commercial		
Guy Duperreault, c.r.	Chef	975-4764
Administration		
Val Schmidt	Chef de bureau	975-5304

Churchill Building
Pièce 301
229 4th Avenue South
CP 5067
Saskatoon (Saskatchewan)
S7K 4E4
Code régional : 306

Le bureau régional de Saskatoon fournit des services juridiques aux ministères et organismes fédéraux ayant des bureaux en Saskatchewan. Il se charge des affaires civiles et des poursuites pénales, fait appel à des avocats du secteur privé pour les poursuites pénales et supervise leurs services.

EDMONTON

Bruce MacFarlane, c.r.	**Avocat général**	495-2970
Ingrid Hutton, c.r.	Avocate générale	495-4312
Contentieux des affaires civiles		
Terence Joyce, c.r.	Avocat général	495-2968
Poursuites pénales		
Shelagh Creagh	Avocat général	495-2986
Droit immobilier et droit commercial		
Patrick Hodgkinson	Avocat-conseil	495-2980
Contentieux des affaires fiscales		
Graham Reynolds	Avocat-conseil	495-4315
Administration		
Francis Reid	Administrateur régional	495-2969

Royal Trust Tower
Pièce 928
Edmonton Centre
Edmonton (Alberta)
T5J 2Z2
Code régional : 403

Le bureau régional d'Edmonton représente tous les ministères et la plupart des organismes fédéraux en Alberta dans les poursuites pénales et les affaires civiles. Il offre des services en matière de contentieux des affaires fiscales en Alberta, en Saskatchewan et dans les Territoires du Nord-Ouest. Les avocats du bureau conseillent également la plupart des ministères du gouvernement sur un vaste éventail de sujets. En outre, le bureau est responsable du travail des avocats du secteur privé à qui l'on a confié des poursuites pénales et des affaires civiles.

VANCOUVER

Gerald Donegan, c.r.	**Avocat général principal**	**666-0131**

Contentieux des affaires civiles

Harry Wruck	Avocat général	666-0246
William Scarth, c.r.	Avocat général	666-0416
Karl Burdak	Avocat-conseil	666-0414
John Haig, c.r.	Avocat-conseil	666-6542

Poursuites pénales

Gordon Purdy, c.r.	Avocat général	666-0993
Sidney Frankel	Avocat général	666-2368
John Cliffe	Avocat-conseil	666-0729
Frank Haar, c.r.	Avocat-conseil	666-0993
Paul Halprin, c.r.	Avocat-conseil	666-2847
Digby Kier, c.r.	Avocat-conseil	666-2368
Cory Stolte	Avocat-conseil	666-2368
Emily Reid	Avocat-conseil	666-0729

Droit immobilier et droit commercial

Denis de Keruzec	Avocat général	666-2812
William McClintock	Avocat-conseil	666-0117

Contentieux des affaires fiscales

Johannes Van Iperen, c.r.	Avocat général	666-8288

Services régionaux

Greg Rowbotham	Administrateur général	666-2540

Royal Centre
2800-1055
West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6E 3P9
Code régional : 604

Le bureau régional de Vancouver fournit aux ministères et organismes fédéraux tous les avis et services juridiques dont ils ont besoin en ce qui concerne leurs activités en Colombie-Britannique. La plupart des affaires ont trait au commerce illicite de la drogue, aux cotisations d'impôt, à la mise en valeur immobilière et à des transactions commerciales.

YELLOWKNIFE

David Gates	**Avocat général et directeur régional**	920-8564

Poursuites pénales

James Sutton	Chef	920-8564

Contentieux des affaires civiles, Droit immobilier et droit commercial

Ann Doyle	Conseillère juridique	920-8564
Lois Kornichuk	Chef de bureau	920-8564

Precambrian Building, 11e étage
CP 8
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2N1
Code régional : 403

Le bureau régional de Yellowknife fournit des services juridiques aux ministères, organismes et commissions du gouvernement fédéral ayant des bureaux dans les Territoires du Nord-Ouest; le bureau s'occupe de toutes les poursuites intentées en vertu du Code criminel, de la Loi sur les jeunes contrevenants ainsi que d'autres lois fédérales et des ordonnances territoriales. Il procède aux enquêtes intervenant sous le régime de l'Ordonnance sur les coroners. Les avocats du bureau régional suivent les tribunaux partout où ils siègent dans les territoires. Un bureau annexe de Yellowknife a récemment été établie à Iqaluit (819 - 979-5324).

WHITEHORSE

Tony Dohm	**Avocat général et directeur régional**	**668-7171**

Poursuites pénales

Conseillers juridiques		668-7171

Contentieux des affaires civiles, Droit immobilier et droit commercial

David Hill	Conseiller juridique	668-7171
Darleen Iwanicki	Chef de bureau	668-7171

Financial Plaza, Rez de chaussée
204 rue Lambert
Whitehorse (Yukon)
Y1A 1Z4
Code régional : 403

Le bureau régional de Whitehorse s'occupe de toutes les poursuites intentées en vertu du Code Criminel, d'autres lois fédérales ainsi que de nombreuses ordonnances territoriales. Il est responsable des poursuites intentées en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants et du Children's Act. Les avocats du bureau accompagnent les tribunaux partout où ils siègent.

X. COMITÉS DU MINISTÈRE

Bien que la structure fondamentale du ministère soit essentiellement fonctionnelle, celui-ci s'acquitte de son rôle avec une certaine flexibilité. Bon nombre de secteurs participent régulièrement à des activités qui comportent celles d'autres groupes. Il est souvent nécessaire que plusieurs directions conjuguent leurs efforts, chacune apportant la compétence et l'optique qui lui sont propres.

Les comités du ministère permettant aux compétences des différents secteurs de s'agencer pour assurer la coordination des ressources et des activités. Ils favorisent la coopération et la consultation nécessaires à l'efficacité optimale des efforts déployés par le ministère. Les avis et les décisions qui résultent de ces comités constituent un élément important de la gestion et des communications internes.

Les principaux comités du ministère font l'objet d'une brève description dans les pages suivantes.

Pour plus de renseignements, communiquez avec :

Direction de la gestion intégrée
Sous-direction de la liaison et des relations fédérales-provinciales

Marcel Laniel	**Directeur**	**993-7310**
Serge Lortie	**Chef de la Section de la liaison**	**993-4540**

Le Comité exécutif réunit les membres de la haute direction du ministère. Il s'agit d'un lieu de discussions et d'une source de directives en matière de politique, d'administration et de gestion. Il conseille le sous-ministre sur les priorités, les plans opérationnels et les questions de stratégie.

Président	Frank Iacobucci, c.r.	957-4997
Secrétaire	Marcel Laniel	993-7310

Le Comité consultatif du sous-ministre conseille le sous-ministre régulièrement sur des questions particulières, touchant les orientations, les opérations et des problèmes juridiques de fond qui intéressent le ministère.

Président	Frank Iacobucci, c.r.	957-4997
Secrétaire	Normand LaBarre	996-7360

Le Comité de gestion comprend les cadres moyens et supérieurs. Il siège deux fois par année afin de discuter des problèmes, politiques et pratiques de gestion ainsi que des questions juridiques de grande portée dans l'administration fédérale.

Président	Frank Iacobucci, c.r.	957-4997
Secrétaire	Marcel Laniel	993-7310

Le Comité de gestion du personnel s'occupe des questions relatives à la gestion du personnel, telles que les réaffectations et les nominations du personnel juridique. De plus, il surveille l'application des politiques en matière de personnel.

Président	Frank Iacobucci, c.r.	957-4997
Secrétaire	Roderigue Martin	996-8670

Le Comité de la Charte s'occupe des litiges et autres questions que soulève la Charte canadienne des droits et libertés. Il conseille le ministre sur des questions de politique et détermine s'il y a lieu pour le procureur général du Canada d'intervenir dans un litige.

Président	Frank Iacobucci, c.r.	957-4997
Secrétaire	Graham Garton, c.r.	957-4842

Le Comité du contentieux supervise tous les litiges dont sont chargés les avocats et les représentants du ministère, notamment les poursuites pénales, les affaires civiles et fiscales. Il conseille également le sous-ministre sur les affaires litigieuses et les poursuites.

Président	Douglas Rutherford, c.r.	957-4888
Coordonnateur	Graham Garton, c.r.	957-4842

Le Comité consultatif des conseillers juridiques fournit aux avocats du ministère qui ne font pas partie des cadres la possibilité de discuter de leurs conditions de travail, de leur traitement, de leurs avantages sociaux, des relations avec la direction, des politiques et pratiques en matière de gestion du personnel, de la qualité des conditions de travail et d'autres questions pertinentes.

Président	Douglas Rutherford, c.r.	957-4888
Secrétaire	Paul Plourde	957-4814

Le Comité consultatif sur les communications internes donne des avis sur les moyens d'améliorer la qualité des communications internes et s'occupe notamment de la réalisation d'Inter Pares, le mensuel du ministère.

Président	Yvan-Paul Roy	957-4221
Secrétaire	Denis Paquet	957-4206

Le Comité de l'évaluation et de la vérification interne étudie toutes les questions relatives à l'élaboration, la préparation et l'application de l'évaluation des programmes et des rapports de vérification interne et donne des conseils à cet égard.

Président	Reg Evans, c.r.	957-4550
Secrétaire	Gary Webster	957-4975

Le Comité de direction sur l'action positive coordonne l'activité de trois comités consultatifs chargés des questions relatives à l'égalité des chances pour les femmes, aux personnes handicapées et aux autochtones. Ces comités donnent des avis et font des recommandations sur les politiques et procédures applicables à ces programmes et suivent leur application.

Comité de direction sur l'action positive

Président	Mary Dawson, c.r.	957-4898

Comité consultatif d'égalité des chances pour les femmes

Président	Élizabeth Finlay	957-7218

Comité consultatif des personnes handicapées

Président	John McEnery	993-4934

Comité consultatif des autochtones

Président	Paul Lordon, c.r.	990-1441

Le Comité des langues officielles surveille l'application du programme des langues officielles au ministère. Il approuve les désignations des postes bilingues, contrôle l'évaluation des connaissances linguistiques, organise la formation linguistique, coordonne la traduction et approuve l'octroi de la prime au bilinguisme.

Président	Jean-Claude Demers, c.r.	957-4626
Secrétaire	Alexandre Taschereau	990-6846

Le Comité des politiques d'information et des systèmes informatiques surveille et coordonne l'élaboration et l'utilisation de systèmes d'information et d'automatisation par rapport aux objectifs ministériels.

Président	Reg Evans, c.r.	957-4550
Secrétaire	Gary Webster	957-4975

Le Comité d'examen du système d'évaluation du rendement examine l'application du système d'évaluation du rendement du personnel juridique.

Président	Normand LaBarre	996-7360
Secrétaire	Yvan Roy	954-6100

Le Comité de la rémunération des conseillers juridiques se penche sur les questions relatives à la rémunération des conseillers juridiques du ministère et à leurs avantages sociaux.

Président	Normand LaBarre	996-7360
Secrétaire	Tony Dean	996-8316

Le Comité de la formation et du perfectionnement propose des politiques et des directives sur la formation des employés et recommande l'affectation de ressources et la mise en oeuvre de plans à cet égard.

Président	Denis Lefebvre, c.r.	957-4797
Secrétaire	Nel Keith	996-8663

Le Comité des avocats stagiaires établit les orientations en matière d'embauche, de formation, d'évaluation, d'affectation ou de renvoi des avocats stagiaires et voit à l'application des mesures connexes.

Président	Eric Bowie, c.r.	957-4840
Secrétaire	Marian Cumming	996-8355

Le **Comité des chargés d'administration** constitue un lieu de rencontre où l'on discute des politiques, des directives, des règles et procédures relatives à l'administration.

Président	**Marc Gervais**	**952-8099**
Secrétaire	**Sandi Link**	**957-4485**

Le **Comité de la bibliothèque** examine les politiques et les priorités de la bibliothèque.

Président	**Henry Molot, c.r.**	**957-4902**
Secrétaire	**Susan Jackson**	**957-4611**

Le **Comité du classement sécurité** examine la classification des systèmes et des postes, coordonne l'élaboration d'une politique et d'un plan relatifs à la sécurité et voit à ce que le ministère se conforme aux exigences du gouvernement en matière de sécurité.

Président	**Philippe Aubry**	**947-4540**
Secrétaire	**Colleen Fitzpatrick**	**957-4539**

Le **Comité des marchés de service** examine que les marchés de services non juridiques passes par le ministère respectent toutes les régles applicable.

Président	**Normand LaBarre**	**996-7360**
Secrétaire	**Michel Gagnon**	**957-4590**

Le **Comité mixte de sécurité et d'hygiène professionnelles** facilite l'échange de renseignements entre la direction et les syndicats.

Co-présidents	**Normand LaBarre**	**996-7360**
	Carol Nixon	**957-4892**
Secrétaire	**Lucie Lavigne**	**996-8335**

ANNEXE

LOIS DONT L'APPLICATION RELÈVE EN TOUT OU EN PARTIE DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Code criminel
Déclaration canadienne des droits
Loi anti-inflation
Loi canadienne sur les droits de la personne
Loi canadienne sur les prises
Loi de 1984 sur la Convention Canada-Royaume-Uni relative aux jugements en matière civile et commerciale
Loi des aliments et drogues
Loi d'aide à l'exécution des ententes et des ordonnances familiales
Loi d'interprétation
Loi sur l'accès à l'information
Loi sur la Commission de réforme du droit
Loi sur la Cour canadienne de l'impôt
Loi sur la Cour fédérale
Loi sur la Cour permanente de Justice internationale
Loi sur la Cour suprême
Loi sur l'annulation du mariage (Ontario).
Loi sur la preuve au Canada
Loi sur la protection des renseignements personnels
Loi sur la répression de l'usage du tabac chez les adolescents
Loi sur la responsabilité de la Couronne
Loi sur la revision des lois
Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions
Loi sur le dimanche
Loi sur le divorce
Loi sur le maintien des services postaux
Loi sur le mariage
Loi sur le ministère de la Justice
Loi sur l'enrôlement à l'étranger
Loi sur l'expropriation
Loi sur l'extradition
Loi sur les biens en déshérence
Loi sur les connaissements
Loi sur les criminels fugitifs
Loi sur les jeunes contrevenants
Loi sur les juges
Loi sur les mesures de guerre
Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères
Loi sur les secrets officiels
Loi sur les stupéfiants
Loi sur les textes réglementaires
Loi sur l'identification des criminels
Loi sur l'immunité des États